LES EVENEMENTS DE TCHECOSLOVAQUIE

L'UNION DERRIERE DUBCEK

Le ressort qui, pendant une semaine, avait uni tout un peuple dans la résistance passive à l'envahisseur parait cassé. Les gens se parlent d'une voix découragée. Il leur faut accepter la réalité, tous les dirigeants le leur ont dit, les radios-libres elles-mêmes après quelques heures de violentes réprobations, ont mis une sourdine à leur révolte et conseillent l'union derrière Dubcek.

L'ENTHOUSIASME N'Y EST PLUS

Sur la place Wenceslas, quelques jeunes épongent les inscriptions qui surchargeaient le socle de marbre de la statue. Quelques petits groupes discutent. Un homme d'une cinquantaine d'années prend les journalistes à témoin : « Comment voulez-vous qu'on se batte contre les chars russes à main nue ? Nous sommes obligés d'être réalistes » dit-il d'une voix éteinte. L'enthousiasme n'y est plus : une manifestation qui avait été convoquée pour neuf heures du matin n'a pu réunir que 150 jeunes gens.

Une autre était prévue à 17 heures, place Wenceslas. Mais le président de l'Assemblée nationale M. Smrkovsky en a dissuadé les jeunes dans un appel lancé à la radio :

« Dans d'autres circonstances, je serais d'accord, mais dans les circonstances présentes, je vous prie de ne pas le faire. N'allez pas à la place Wenceslas, cela pourrait avoir des suites tragiques ».

LES ETAPES DU RETRAIT DES TROUPES

Le président du Conseil tchécoslovaque, M. Cernik, dans le discours qu'il a adressé à la population, a déclaré que les armées occupantes quitteront le pays en plusieurs étapes. La première de ces étapes est le retrait des troupes des villes. Les conditions des étapes prochaines seront précisées et discutées avec les autorités compétentes, a-t-il dit.

PAS D'INGERENCE INTERIEURE

Nous avons obtenu l'assurance que les troupes étrangères ne s'immisceront pas dans la gestion intérieure de l'Etat qui restera entièrement de la compétence du Gouvernement et de ses organismes, a encore déclaré M. Cernik, qui a ajouté qu'il appréciait hautement l'attitude adoptée par l'armée tchécoslovaque qui, obéissant aux ordres, a évité une effusion de sang, ainsi que l'attitude de la population qui a soutenu ses dirigeants et celle du Gouvernement qui n'a pas permis que son activité soit paralysée.

Le Gouvernement mettra au point dans les prochains jours un document invitant les cinq Etats occupant à entamer aussitôt que possible des négociations en vue de l'évacuation des troupes, a dit M. Cernik.

(Suite de la première page)

LA CENSURE SERA COMPLETE

« Le Gouvernement a adopté aujourd'hui certaines mesures exceptionnelles en rapport avec la situation anormale concernant la Presse écrite et parlée, dont les moyens devront être complètement soumis à l'influence du Gouvernement », a encore déclaré M. Cernik qui a poursuivi : « Des négociations économiques, dans lesquelles figurera la question de la réparation des conséquences de l'occupation, s'ouvriront prochainement à Moscou ».

« GARDEZ LA TETE FROIDE »

« Le Gouvernement tchécoslovaque a adopté certaines mesures destinées à assurer les conditions de vie de la population, notamment en ce qui concerne la récolte, les combustibles, le ravitaillement et le retour des citoyens tchécoslovaques actuellement à l'étranger », a précisé enfin M. Cernik.

« Le Gouvernement présentera prochainement à l'Assemblée Nationale un programme pour la normalisation de la situation en Tchécoslovaquie » a finalement déclaré M. Cernik qui invite la population à garder « la tête froide » et à éviter des jugements prématurés.

MANIFESTATIONS DISPERSEES

Mercredi matin, cinq camions chargés de soldats soviétiques ont pris position sur la place du Parlement à Prague, tandis que des étudiants y manifestaient au cri de « Dites-nous la vérité », et « Nous voulons la liberté ».

Mais les soldats soviétiques ne sont pas directement intervenus, les étudiants adoptant une attitude plus désabusée que menaçante.

Plusieurs milliers d'habitants de Prague s'étaient déjà rassemblés, mardi soir, sur la place Wenceslas, ont commencé à marcher en direction du Parlement au cri de « Nous voulons savoir toute la vérité ».

Mais la radio leur a lancé des appels pour que la foule se disperse et renonce à toute manifestation : « On a la tête plus froide le matin, dispersez-vous ».

SEUL ZATOPEK A REUSSI A FAIRE RIRE

« C'est fini » a déclaré à deux reprises Emile Zatopek, convaincu que le peuple tchécoslovaque a montré pour la première fois dans l'Histoire que la force des idées peut faire reculer le matériel de guerre le plus moderne ».

Grimpé sur un arbre, malgré ses deux poignets cassés récemment en cueillant des cerises, il a battu, mardi un nouveau record. Il a réussi à faire rire les centaines de Praguois en colère, massés devant l'Assemblée nationale pour exiger de leurs représentants des explications sur la signification réelle de l'accord signé à Moscou.

Evoquant les bons tours joués par la population aux occupants, il a déclaré : « Maintenant, il faut que la colère s'apaise, car la colère fait couler le sang ». « Souvenez-vous, a-t-il ajouté, de la révolution française ».

Faisons confiance à nos dirigeants, a poursuivi Zatopek, ils sont admirables.

UN FLOT DE PROTESTATIONS

Pourtant, les protestations contre l'accord de Moscou se font de plus en plus nombreuses dans les émissions des radios tchécoslovaques.

De tous les coins du pays, des sections du parti, des rédactions de journaux, des usines, des administrations, les motions parviennent aux radios qui vivent peut-être leur dernière journée d'existence. Ces motions et déclarations dont le ton se fait de plus en plus dur, expriment la déception, l'insatisfaction, le mécontentement, l'opposition de leurs auteurs devant les conclusions des négociations de Moscou communiquées par le président Svoboda dans son allocution radio-diffusée de mardi.

LE CHEMIN SERA PLUS LONG QUE PREVU

S'il n'y a pas eu de journaux à Prague, en revanche, un tract a été publié mardi, signé par les entreprises réunies d'imprimerie, sous le titre « Dubcek a dit la vérité », et avec la photo du leader du parti.

« Nous avons été humiliés et indignés après avoir appris les termes du communiqué de Moscou, dit le tract. Le discours sage et émouvant de M. Dubcek nous dit la dure et fatale vérité, mais a montré aussi une issue réaliste de la situation.

Ce chemin sera plus long qu'on ne l'avait pensé, mais si chacun à son poste, se comporte comme un petit Dubcek, il nous mènera au but ». D'autre part, la chaine des radios libres continuera à fonctionner « certaines dans les mêmes conditions que ces sept derniers jours, aussi longtemps que les soldats soviétiques monteront la garde devant les studios de la radiodiffusion officielle » déclarent les speakers de ces stations émettrices.

LES CHARS « S'EVANOUISSENT »

Le dispositif des troupes soviétiques s'est considérablement allégé dans les grandes artères. Dans toute la ville, on a pu dénombrer, mercredi matin, environ une centaine de chars dissimulés soit dans les petites rues, soit dans les parcs. Il semble que les chars lourds ont été conduits à la périphérie de la ville. Une grande concentration sur la route de Tabor, en direction de l'Autriche, a également été observée.

LE PARLEMENT CONTINUE A TENIR L'OCCUPATION POUR ILLEGALE

Une intense activité politique s'est déroulée, mercredi, à Prague. Tous les organes exécutifs et législatifs étaient réunis.

Le Gouvernement a examiné, sous la présidence de M. Cernik, président du Conseil, la situation politique et les mesures à prendre pour un retour à la normale de la production, des transports et pour le rétablissement de l'ordre.

A la même heure, l'Assemblée Nationale dont le bureau s'est réuni, dès 9 heures, siégeait en réunion plénière.

L'assemblée a adopté à l'unanimité une déclaration affirmant que l'Assemblée Nationale continue à considérer l'occupation de la République par les armées du Pacte de Varsovie comme illégale, contraire aux traités internationaux, à la charte des Nations Unies et au Pacte de Varsovie.

DIFFICULTES A BRATISLAVA

Le Comité central du P.C. s'est réuni également de même que le Congrès du parti communiste slovaque, à Bratislava.

A propos de ce dernier congrès, Radio-Danube-Libre, captée à Prague, a annoncé que les délégués slovaques élus au Comité central du parti communiste tchécoslovaque au cours du 14e congrès (clandestin) ont décidé de renoncer à leurs fonctions, se solidarisant ainsi avec M. Vasil Husak, vice-président du Conseil tchécoslovaque.

Celui-ci refuse la fonction de membre du praesidium dans le nouveau Comité central, élu par le congrès clandestin, et invite M. Dubcek et les autres dirigeants à en faire autant. Le 14e congrès, selon lui, n'a pas été légalement convoqué, car il s'est réuni sans que le Comité central du P.C. slovaque soit consulté.

MANŒUVRE SOVIETIQUE

S'emparant aussitôt de cette nouvelle publiée sous le titre « dénonciation du rassemblement illégal », l'agence Tass a rendu compte de la prise de position de M. Husak.

L'agence Tass parle à ce propos de « congrès illégal, d'usurpateurs » qui se serait réuni « à l'insu du Comité central du parti ».

A PRAGUE, LE DIRECTEUR DE L'AGENCE C.T.K. EST LIMOGE

MM. Sulek, directeur général de l'agence C.T.K. a été relevé de ses fonctions et remplacé par M. Jindrich Suk.

La destitution de M. Miroslav Sulek est à l'heure actuelle, plus qu'une simple mesure administrative. Les informations diffusées pendant l'occupation, par Radio-Prague libre, accusaient en effet M. Sulek de collusion avec les occupants.

Le licenciement de M. Sulek qui constitue la première décision prise par le Gouvernement Cernik, depuis le retour de Moscou des dirigeants, semble vouloir souligner l'indépendance des décisions du Gouvernement tchécoslovaque.

Un sommet à six le mois prochain à Dresde ?

Vienne, 28. (Reuter). — Le correspondant à Prague de l'agence yougoslave Tanjug a rapporté qu'une réunion de six nations communistes aurait lieu, le mois prochain, à Dresde, en Allemagne de l'Est.

LE 21 AOUT

M. Dubcek a été emmené en Slovaquie, menottes aux poignets

Prague, 28. (Reuter). — M. Alexandre Dubcek, premier secrétaire du P.C. tchécoslovaque, avait été enlevé, mercredi dernier, 21 août, au siège de son parti. On lui avait passé les menottes et on l'avait conduit en Slovaquie à bord d'un avion de l'armée soviétique.

Ces faits constituent la première version authentique de l'arrestation de M. Dubcek.

Ils ont été révélés, mercredi, par un membre du comité central du P.C. tchécoslovaque.

M. Dubcek se trouvait dans son bureau et il parlait au téléphone lorsque le siège du comité central fut encerclé, mercredi matin, par des parachutistes soviétiques

Un officier de la Sûreté soviétique et deux soldats armés de fusils-mitrailleurs firent irruption dans la pièce. Ils arrachèrent le téléphone des mains de M. Dubcek — qui cherchait précisément à se renseigner sur l'ampleur de l'invasion — et coupèrent les fils.

M. Dubcek fut alors emmené en compagnie de ses plus proches collaborateurs dans une autre pièce du siège du P.C., où on les enferma à clef. Un repas froid fut ensuite servi aux prisonniers.

L'auteur du récit, qui se trouvait dans le bâtiment du comité central au moment où se déroulaient ces événements, précise que MM. Smrkovsky, président de l'Assemblée nationale, et Cernik, Premier Ministre, étaient également présents.

A Bruxelles

Une mère est arrêtée après avoir abandonné son bébé

Il y a 4 ans, elle avait déjà jeté un nouveau-né par la fenêtre

Bruxelles, 28 (Belga). — Mardi, vers 15 h. 30, on a découvert un paquet contenant le corps d'un nouveau-né de sexe masculin qui avait été déposé dans l'entrée d'une école communale de la rue John Waterloo Wilson, à Bruxelles II.

La police a procédé à l'arrestation de Marie Van Coudenberg, née en 1942, habitant rue Charles-Quint, à Bruxelles. Son mari, Henri Verlinden, a également été arrêté. En 1964, elle avait été internée pour avoir lancé son enfant nouveau-né par la fenêtre. Elle fut remise en liberté, à l'essai, il y a un peu plus d'un an.

Ils ont tous deux été mis sous mandat d'arrêt.

ELLES N'ONT RECULE QUE DE 15 KMS !

Les troupes russes ne se montrent plus à la frontière allemande

Munich, 28 (A.F.P.). — Des unités soviétiques qui avaient occupé au cours de la journée un certain nombre de localités à la frontière entre la Tchécoslovaquie et la République Fédérale Allemande ont évacué celles-ci et se sont retirées, mercredi, à une quinzaine de kilomètres à l'intérieur du territoire tchécoslovaque, rapporte la police bavaroise.

Mais des officiers soviétiques se trouvent toujours aux postes-frontière où ils supervisent les opérations de la douane et de la police tchécoslovaques qui filtrent le mince trafic existant entre les deux pays.

DES SOLDATS PORTEURS DE JOURNAUX !

Des voyageurs ouest-allemands qui ont passé la frontière mardi soir ont déclaré, de leur côté, qu'ils avaient été arrêtés par des soldats, mais que ceux-ci ne les avaient pas contrôlés, se contentant de leur distribuer des exemplaires de la « Pravda ».

Les journalistes et les touristes ne pourront plus pénétrer en Tchécoslovaquie jusqu'à nouvel ordre, annonce un communiqué du ministère tchécoslovaque.

Les étrangers qui ont besoin de se rendre en Tchécoslovaquie, pour affaires, doivent, « en plus de leur visa, posséder un certificat spécial indiquant le but de leur visite ».

« Les journalistes, les personnes chargées de l'information publique, le personnel militaire et les touristes ne seront plus admis en République socialiste de Tchécoslovaquie jusqu'à nouvel ordre ».

M. Hajek à son retour de New York à... Belgrade :

« L'UNION SOVIETIQUE RESTE UNE AMIE, QUI A COMMIS UNE BEVUE »

Londres, 28 (A.F.P.). — M. Jiri Hajek, ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, a fait escale, mercredi matin, à l'aéroport de Londres, avant de regagner Belgrade.

M. Hajek, qui vient de quitter New York où il a participé aux débats du Conseil de Sécurité des Nations Unies, a été accueilli par le chargé d'affaires tchécoslovaques à Londres, M. Patek.

« Nous considérons l'Union Soviétique comme une alliée et une amie — une amie qui a commis une bévue, mais qui n'en reste pas moins amie et alliée », a déclaré M. Jiri Hajek, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, à l'aéroport de Londres, avant de prendre l'avion pour Belgrade.

Comme on lui demandait quand il pensait que les troupes soviétiques quitteraient la Tchécoslovaquie, M. Hajek a répondu : « Je ne suis pas un prophète. Ce sera l'objet d'autres entretiens ».

IL FAUT ENCORE NEGOCIER

En réponse à d'autres questions, M. Hajek a ajouté qu'il estimait que l'accord de Moscou constituait une base pour de futures négociations. « Il reste à établir les détails et les conditions », a-t-il dit.

« Le président Svoboda et M. Dubcek ont déclaré, dans leurs discours, que les réformes dans le sens de la libéralisation seront maintenues, a enfin déclaré M. Hajek, leur cadence devra faire l'objet d'un nouvel examen ».

A BELGRADE PLUTOT QU'A PRAGUE

M. Jiri Hajek est arrivé, à 14 h. 45 locales, à l'aéroport de Belgrade, venant de New York, Il a été accueilli par l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Belgrade, M. Ladislav Simovitch, et par le chef du protocole yougoslave, M. Lazar Lilitch.

Le ministre, qui était accompagné de sa femme et de sa fille, s'est rendu immédiatement à la résidence de son ambassadeur, où M. Oto Sik, vice-président du Conseil, lui a donné une accolade prolongée sur le perron.

Un appel solennel au calme

(Suite de la première page)

» Vous avez demandé que les représentants que vous avez élus reprennent leurs fonctions. Nous vous en remercions, et nous vous en serons reconnaissants jusqu'à la fin de notre vie. »

SOUTENEZ-NOUS

« Nous vous demandons une chose : soutenez nos efforts, car votre soutien est la condition primordiale pour assurer leurs succès. Soutenez ceux qui travaillent à la normalisation de la situation, afin que les soldats étrangers commencent à évacuer progressivement et définitivement notre territoire.

» Aidez-nous à empêcher les provocations et à éviter les risques inutiles qui mettraient en jeu le sort de notre nation. Cela est le but unique de notre action. C'est aussi la condition la plus importante pour que nous puissions continuer à appliquer la politique à laquelle vous avez exprimé votre confiance. Notre confiance nous engage.

» Vous nous avez donné les pleins pouvoirs pour gouverner, ont conclu les dirigeants tchécoslovaques, nous vous demandons de faciliter notre tâche si vous voulez que nous vous soyons utiles. »

Un ordre du jour du général Svoboda à l'armée

Paris, 28. (A.F.P.). — « Radio Tchécoslovaquie 1 » a diffusé, à 18 h., l'ordre du jour suivant du général Svoboda, président de la République, à l'armée :

« L'armée a appuyé la déclaration du Praesidium du P.C. du Gouvernement et de l'Assemblée nationale. Tous ont compris la difficulté de la situation. Ils ont eu une influence positive sur la situation intérieure, évité les pertes et favorisé la conduite des pourparlers de Moscou. Je vous en remercie.

» Je m'adresse à vous pour que vous continuiez à appuyer nos efforts, pour le retour à une situation normale.

» En tant que commandant des forces armées, je donne deux ordres :

1) consolider la discipline ;

2) aider les institutions civiles dans leurs efforts pour la normalisation de la situation ».

Comment furent traités les dirigeants tchèques le premier jour de l'invasion

« Le Monde » de mardi reproduit le récit des événements qui ont précédé l'invasion de la Tchécoslovaquie, fait par M. Stanislas Budin, rédacteur en chef de l'hebdomadaire pragois « Reporter ».

D'après M. Budin, M. Dubcek fut informé de l'entrée des troupes du pacte de Varsovie dans la soirée du mardi 20 août. En même temps parvenait au praesidium du P. C. une lettre de M. Brejnev reprochant aux Tchécoslovaques de n'avoir pas respecté les conventions conclues à Cierna, mais ne mentionnant pas l'action militaire.

Le praesidium approuva alors une protestation contre l'occupation du pays et décida de continuer à siéger jusqu'à l'arrivée des « occupants ».

Pendant ce temps, souligne le rédacteur en chef de « Reporter », « des choses étranges commençaient à se produire ». C'est ainsi que toutes les communications téléphoniques avec l'étranger étaient coupées sur ordre de M. Hofman, ancien ministre de l'Information de l'ère novotnyste. L'émetteur de Radio-Prague fut «paralysé» pour la lecture de la déclaration du praesidium. Enfin, après que M. Svestka, rédacteur en chef du « Rude Pravo », eut essayé d'obtenir en vain le texte de la déclaration, M. Sulek, directeur de l'agence C.T.K., actuellement en congé forcé à cause des accusations politiques et personnelles portées contre lui par l'organisation du parti dans l'agence, demanda que toutes les dépêches diffusées par l'agence lui soient au préalable présentées pour approbation.

Quelques heures plus tard, les chars soviétiques arrivaient dans les locaux du Comité central.

Les militaires investirent le bâtiment et MM. Dubcek, Svoboda et Smrkovsky furent tenus de rester debout pendant plusieurs heures, sous la menace des mitraillettes, la face tournée contre le mur, avec ordre de ne pas faire un geste ni de prononcer une parole.

Une zone verte sociale à La Panne

Vingt-six ha. de dunes

Le Conseil communal de La Panne a approuvé, à l'unanimité, l'achat, par la commune, de 26 hectares de terrain de dunes qui seront aménagés en zone verte sociale.

Selon M. Versteele, bourgmestre, La Panne sera bientôt la seule commune du littoral belge à disposer d'une zone publique de l'espèce. La commune a obtenu, à cet effet, une subvention de l'Etat de 6,5 millions et a contracté, auprès du Crédit communal, un emprunt de 19.563.000 francs.

Dans une lettre à leurs évêques

Six cents prêtres allemands condamnent « Humanae Vitae »

Hambourg, 28 (A.F.P.). — Près de 600 ecclésiastiques catholiques, originaires de nombreux diocèses de la République fédérale, affirment que « s'ils veulent assumer leur devoir avec honnêteté devant eux-mêmes et devant les croyants », ils ne pourront pas obéir au Pape.

Dans une lettre remise, mardi, au président de la Conférence épiscopale à Koenigstein (Taunus), le cardinal Julius Doepfner, rentré, mardi, du congrès eucharistique de Bogota, ils condamnent, en effet, l'encyclique « Humanae Vitae ».

L'encyclique, estiment-ils, ne répond pas aux promesses du Concile et aux propositions faites par la Commission pontificale chargée d'étudier le difficile problème de la limitation des naissances.

Ils demandent, pour cette raison, à l'assemblée des évêques, de donner son point de vue, de « ne pas simplement se plier à la discipline » et de se prononcer pour une liberté de conscience au niveau du couple. Pour eux, des contacts doivent, en outre, être recherchés avec le Pape, afin de relancer le dialogue autour de cette question.

SANCTIONS CONTRE SEPT PRETRES NEW-YORKAIS

Sept prêtres ont été démis de leurs fonctions à la Faculté catholique de St-John Vianney, à East Aurora (New York). La hiérarchie leur reproche d'avoir manifesté leur opposition à l'encyclique du pape Paul VI sur le contrôle des naissances.

CONFLIT DE GENERATIONS DANS LA HIERARCHIE, EN AMERIQUE LATINE

« Le problème des prélats âgés, qui ne se sont pas pénétrés comme il convient des innovations du Concile Vatican II, constitue un véritable obstacle sur le chemin de la rénovation de l'Eglise en Amérique latine ». Cette déclaration, rapporte-t-on, a été faite, mardi, à Medellin (Colombie), par le cardinal Juna Landazuri, archevêque de Lima (Pérou), au cours d'un exposé organisé dans le cadre de la deuxième conférence générale du Conseil de l'épiscopat latino-américain (Celam).

Selon les observateurs, la déclaration du cardinal Landazuri permet de prévoir un affrontement entre prélats conservateurs et progressistes.

Dans l'Estérel

Un Belge s'endort au volant et se réveille 50 mètres plus bas

Saint-Raphaël, 28 (A.F.P.). — Après une chute de 50 mètres depuis la route en corniche de l'Estérel, un automobiliste belge est sorti pratiquement indemne de sa voiture disloquée. M. Antoine Van den Abeele, 25 ans, étalagiste à Vilvorde (Belgique), s'était assoupi au volant de sa voiture, louée à Lyon, mardi après-midi, alors qu'il roulait près du Trayas (Var). L'engin quitta la chaussée et s'écrasa sur les rochers en contrebas.

LA CONVENTION DEMOCRATE

(Suite de la première page)

De nombreux délégués, ainsi que des spectateurs, ont commencé à manifester en claquant des mains en cadence. Le maire de Chicago, M. Richard Daley, a eu le plus grand mal à se faire entendre, pour demander l'ajournement dans les formes régulières, qui fut aussitôt décidé.

UNE JOURNEE CAPITALE

La journée de mercredi devait donc voir, en principe, les deux scrutins essentiels de cette convention : celui portant sur l'ensemble de la « plateforme », mais dont seul le chapitre relatif au Vietnam suscite une véritable révolte de la part d'une proportion importante des 2.622 délégués, puis, certainement, très tard dans la nuit de mercredi à jeudi, le vote pour la désignation du candidat du parti aux élections présidentielles.

Selon un dernier décompte, M. Humphrey parait pratiquement assuré d'obtenir l'investiture dès le premier tour, disposant déjà de 1.166 voix sûres, soit 146 de moins seulement que la majorité requise.

M. JOHNSON A CHICAGO AUJOURD'HUI ?

Pendant ce temps, le président Johnson a fêté son soixantième anniversaire en famille, mardi, dans son ranch du Texas, près d'Austin.

Au cours d'une conférence de Presse impromptue donnée à Austin, le président Johnson a déclaré espérer que le candidat démocrate désigné à la présidence des Etats-Unis aurait sur le conflit vietnamien les mêmes vues fondamentales que les siennes propres.

Le président des Etats - Unis avait décidé un peu plus tôt de ne pas se rendre à la convention démocrate de Chicago.

Au lieu de recevoir les honneurs officiels que les délégués démocrates étaient prêts à lui accorder pour la circonstance, il a préféré célébrer l'anniversaire en famille.

Il a donné sa conférence de Presse improvisée au domicile de sa fille, Lucie Nugent, à Austin, avant de s'envoler à destination de son ranch à une centaine de kms plus à l'ouest, où il devait dîner en famille.

IL REFUSE LE PANIER AUX CRABES

Expliquant sa décision de demeurer au Texas, M. Johnson a déclaré qu'il ne pensait pas qu'il eut été avisé pour lui de se mêler des affaires d'une convention engagée dans des luttes de clans au sujet de questions de représentativité, de règlements et de l'article vietnamien sur la plateforme du parti.

Le président a déclaré par après qu'il pourrait se rendre à Chicago, jeudi, après que les démocrates aient désigné leur candidat.

M. MADDOX SE DESISTE

M. Lester Maddox, gouverneur ségrégationniste de Géorgie, qui s'était porté candidat à l'investiture du parti démocrate il y a onze jours, a annoncé, mercredi, qu'il se retirait de la course aux élections présidentielles.

Le gouverneur de Géorgie n'a pas exclu qu'il pourrait accorder son appui à M. George Wallace, ancien gouverneur de l'Alabama, qui se présente aux élections présidentielles comme candidat du parti « indépendant » (extrême droite).

Au cours des prochains mois

Nouveaux contacts belgo - congolais

pour concrétiser les résultats de la visite de M. Bomboko à Bruxelles

Le ministère des Affaires étrangères a publié un communiqué dans lequel il dresse le bilan de la visite de M. Bomboko à Bruxelles.

Les négociations de ces dernières semaines ont notamment permis d'aboutir à un accord relatif au litige qui opposait la Sabena à la République du Congo et à Air-Congo, et à arrêter, d'autre part, les modalités permettant aux ressortissants belges détenteurs d'un compte bloqué au Congo d'en transférer le montant en Belgique au cours officiel du change. Les modalités de cette opération seront rendues publiques par le ministère des Affaires étrangères dans un délai de dix jours.

« L'ensemble de ces entretiens, conclut le communiqué, a été empreint de cordialité et d'une véritable volonté de coopération et il a été convenu de reprendre contact, au cours des prochains mois, afin de poursuivre la concrétisation des divers points que ces entretiens ont permis de dégager ».

LA NOUVELLE FORMULE DE COOPERATION BELGO - CONGOLAISE

Kinshasa, 28. (Reuter). — M. Justin Marie Bomboko, ministre congolais des Affaires étrangères, a regagné Kinshasa, mercredi matin, après quatre jours d'entretiens à Bruxelles, dont il s'est déclaré très satisfait.

Reprenant les grandes lignes de la conférence de Presse qu'il a tenue mardi soir, dans la capitale belge, M. Bomboko a notamment confirmé qu'une nouvelle formule avait été adoptée pour mener à bien la coopération belgo-congolaise à la suite de la convention signée, vendredi dernier, entre les deux pays.

Cette formule consiste à assurer à l'assistant belge au Congo des « garanties pour sa réintégration éventuelle au sein de son administration après ses services au Congo ».

« L'assistant belge au Congo devra, de ce fait, a notamment déclaré le ministre, former des Congolais capables d'assurer sa relève et c'est dans cet esprit que plusieurs traités ont été signés entre le Congo et la Belgique ».

UNE «PUBLICITÉ BENELUX» bien orchestrée

La Publicité MARECHAL S. A. qui va bientôt fêter ses 50 ans d'activité vient d'installer un Bureau en Hollande. Les budgets qu'elle gère en Belgique depuis de nombreuses années pourront désormais être traités avec la même efficacité dans le Benelux. P. 1000

BIAFRA

(Suite de la première page)

TUMULTE SANS PRECEDENT AUX COMMUNES

A Londres, le débat à la Chambre des Communes sur la politique du Gouvernement britannique dans le conflit nigéro-biafrais, a été l'occasion, mardi, d'un tumulte presque sans précédent.

Le refus opposé par le Gouvernement, et maintenu par le speaker, de mettre aux voix une résolution présentée par l'aile gauche travailliste, qui avait demandé le débat, a déchainé sur une partie des bancs du Labour des protestations auxquelles se sont jointes des tribunes, plusieurs personnes de couleur. Deux d'entre elles furent évacuées par les huissiers.

« Si nous cessions de livrer des armes au Gouvernement du Nigeria, l'Union Soviétique ne serait que trop contente de prendre notre place », a indiqué M. George Thomson.

Les cris de « démission », et de « honte » se sont étendus des bancs de l'aile gauche aux travées conservatrices et libérales lorsque le secrétaire d'Etat au ministère du Commonwealth, se rassit à la fin du débat sans avoir laissé aux députés le temps de voter. Les huissiers mirent plusieurs minutes à évacuer la salle.

La résolution de l'aile gauche travailliste, demandait la suspension immédiate des envois d'armes britanniques au Nigéria.

LES FENETRES DE M. WILSON VOLENT EN ECLATS

Une violente démonstration organisée par 500 manifestants biafrais s'est déroulée devant la demeure du Premier Ministre britannique, M. Wilson.

Les vitres de trois fenêtres de la résidence du chef du Gouvernement travailliste ont été brisées par des jets de bouteilles. Les manifestants protestaient contre les livraisons d'armes britanniques à Lagos.

L'AIDE BELGE...

Mercredi et jeudi, 150 tonnes de poudre de lait seront embarquées au port d'Anvers, à destination du Nigéria-Biafra.

Il s'agit d'un don du Comité belge pour l'Unicef pour les victimes du conflit qui a éclaté dans ce pays.

...ET HOLLANDAISE

La Croix-Rouge néerlandaise vient d'acquérir, en pleine propriété pour une durée d'un mois, un quadrimoteur « DC-7 » de la compagnie Martin Aircharter pour accomplir un total de soixante vols de ravitaillement du Biafra, le premier vol devant avoir lieu le 4 septembre.

Sur cette distance, l'appareil peut transporter 13 tonnes de vivres.

La formule de la pleine propriété temporaire a été adoptée afin que la Croix-Rouge put assumer les risques d'assurance. Outre les primes d'assurance, l'opération coûtera environ 14 millions de fr. belges.

QUATRE MILLIONS DEJA RECOLTES PAR « CARITAS »

L'appel lancé par « Caritas » en faveur des victimes de la guerre au Nigeria a été largement et généreusement entendu en Belgique. Les fonds récoltés ont, en effet, atteint et dépassé la somme de 4 millions.

Ce capital doit être converti en secours d'urgence sous forme d'envois répétés.

Les envois effectués à ce jour l'ont été par le canal de la « Caritas Internationalis ». Celle-ci compte déjà une soixantaine de vols à son actif et vient de communiquer qu'un important réseau de « centres de nutrition » fonctionne convenablement.

La « Caritas » belge remercie, au nom des Biafrais, tous ceux qui lui ont fait parvenir leurs dons.

Pour d'autres dons : C.C.P. 478.11 de « Caritas-Secours », avec la mention : « Biafra ».

Du lait et des médicaments de l'UNICEF-Belgique pour le Nigeria

Le navire « Ubena » a quitté, mercredi après-midi, le port d'Anvers à destination du Nigeria. Il transporte 153 tonnes de lait en poudre et une centaine de caisses de produits pharmaceutiques, dons du Comité belge pour l'UNICEF au Biafra, ainsi qu'une « Landrover » qui sera mise à la disposition du personnel du Fonds pour l'enfance.

Le même navire a à son bord les châssis d'une trentaine de camions destinés à l'armée nigérienne et plusieurs caisses contenant des pièces détachées pour véhicules militaires.

Belgique - Rhodésie

Bruxelles applique la résolution de l'ONU

New York, 28 (Reuter). — La Belgique a informé, mercredi, le secrétaire général des Nations Unies, U Thant, des mesures économiques qu'elle a prises à l'encontre de la Rhodésie, conformément à la dernière résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Dans une lettre adressée à U Thant, le délégué belge, M. Constant Schuurmans, déclare que la Belgique a mis un terme à tous ses échanges commerciaux avec la Rhodésie, à l'exception des marchandises d'ordre humanitaire.